

Les départements français d'Amérique : unité et diversité

Bruno Ollivier

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2002/1 (N° 32-33), PAGES 205 À 210

ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

DOI 10.4267/2042/14376

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2002-1-page-205.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

II. ÉTUDES DE TERRAIN

Bruno Ollivier
Jean Bernabé
Raphaël Confiant
Gabrielle Burac
Jean-Paul Révauger
Patrice Louis
Marijosé Alié-Monthieux
Jean-Claude Ho Tin Noe
Sudel Fuma
Wilfrid Bertile
Michel Watin
Jacky Simonin
Bernard Rigo
Tamatoa Bambridge
Philippe Neuffer
Bernard Poirine
Bernard Gille
Dominique Soupé
Yannick Fer
Gwendoline Malogne-Fer
Alexandrine Bami Celentano
Frédéric Angleviel
Claire Moyse-Faurie
Éric Wittersheim
Mirose Paia
Jacques Vernaoudon
Sylvie André

Bruno Ollivier
*Université des Antilles et de la Guyane,
Laboratoire Communication et Politique, CNRS, Paris*

LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE : UNITÉ ET DIVERSITÉ

Vus depuis la métropole (faudrait-il dire la France européenne ?), les trois départements français d'Outre-mer (DOM) que sont la Guadeloupe, Martinique, et Guyane regroupent environ un million d'habitants (environ 200 000 en Guyane et un peu plus en Guadeloupe qu'en Martinique). Le statut de département qui leur a été accordé en 1946 leur a permis de sortir du statut de colonies et d'accéder peu à peu à un niveau de vie enviable du point de vue du reste de la région, c'est-à-dire de nombreuses îles-états (Sainte Lucie, Dominique, Saint Vincent et Grenadines, Grenade, Trinidad et Tobago, Barbades, pour la seule partie méridionale de l'arc antillais...), pour la plupart anciennes colonies anglaises ayant accédé récemment à l'indépendance.

Ces trois départements sont aussi des Régions françaises, considérées comme des régions ultra-périphériques de l'Union européenne et bénéficiant de facilités nombreuses, tant sur le plan fiscal (lois successives de défiscalisation.) que sur celui des aides publiques nationales et européennes.

Ce discours qu'on peut tenir depuis la métropole a le mérite de la simplicité, et les inconvénients de la simplification. Il laisse dans l'ombre des éléments déterminants de la situation actuelle. Une description vaut souvent principalement pour ce qu'elle omet. En cela, elle renseigne plus sur celui qui la produit, le lieu d'où il parle et ses préoccupations que sur des enjeux profonds.

En clair cette vision depuis la France laisse dans l'ombre les principales questions.

En quelques lignes, on pourrait préciser ce portrait ainsi.

Il existe trois Départements Français d'Amérique (DFA). L'appartenance américaine leur est commune, mais ils ne sont pas identiques. On compte une île, ancien siège du gouverneur (la Martinique), un archipel (Guadeloupe, Marie Galante, les Saintes, la partie française de Saint Martin...), et une enclave française en Amérique latine, dernier territoire à ne pas constituer un état indépendant sur ce continent, où est située la base spatiale de lancement de Kourou. L'observation attentive d'un billet de banque en euros fait découvrir, dans des encadrés en bas d'une des faces, un territoire (la Guyane) et deux points minuscules à l'échelle de l'Europe (Martinique et Guadeloupe, difficilement identifiables).

Les déplacements des personnes sont difficiles et coûteux à la fois entre les DFA d'une part et entre les DFA et le reste de la région. Les DFA sont enclavés et reliés principalement à Paris¹.

La circulation des biens est aussi malaisée. Les DFA sont des enclaves de l'Union européenne. Le commerce légal est quasiment inexistant avec la région Caraïbe/Amérique du sud. Bien qu'américains au sens géographique et bien qu'européens, au sens économique, les DFA commercent presque exclusivement avec leur métropole. Marijosé Alié-Monthieux note à regret qu'il est plus facile de faire circuler des cassettes vidéo, donc d'élaborer une politique télévisuelle, en passant par Paris.

Il est un autre point qui ne favorise pas les contacts : la langue française n'est utilisée que dans les DFA et à Haïti, les langues officielles étant partout ailleurs l'anglais et l'espagnol. Le créole, parlé dans les DFA, est aussi compris dans des îles anglophones de l'arc antillais et reconnu à Haïti.

La population des îles ne comprend plus d'aborigènes (indiens Arawaks) identifiables. Le métissage et l'exil ont fait qu'elle est constituée par les descendants de la population noire déportée d'Afrique, par les descendants des anciens colons blancs créoles, les békés, qui ont gardé un pouvoir économique sans égal, par des descendants d'immigrants (syro-libanais, indiens d'Inde du Sud, haïtiens...) ainsi que par des français métropolitains. La population guyanaise comprend outre ces groupes, des aborigènes dans la forêt, ainsi que des brésiliens, des chinois, des méos, des indonésiens surinamiens... dans un mélange dont Pedro Ureña Rib montre la richesse et la complexité. S'agissant d'une population fort peu nombreuse, on est face à de véritables microcosmes. La coexistence des communautés n'est pas toujours pleinement acquise. Le développement récent d'un mouvement ouvertement anti-haïtien, dirigé par Simon Ibo, mais aussi anti-dominicain, anti-portoricain, voire anti-martiniquais en Guadeloupe s'appuie sur une télévision privée. Il prône l'expulsion par la force des « étrangers » et l'attribution des aides et allocations aux seuls nationaux.

L'histoire a tissé des relations complexes et longtemps hiérarchiques d'une part entre la Martinique, ancien siège du pouvoir politique et économique, et la Guadeloupe. D'autre part entre les Antilles et la Guyane. Les relations actuelles peuvent être aussi déterminées par ce passé.

Enfin, les collectivités territoriales des DFA sont celles qui, avec la LOOM, se sont le plus engagées dans un processus de révision de leur statut après la déclaration de Basse Terre, signée des trois présidents de région le 1^{er} décembre 1999. Mais un examen attentif de l'histoire récente

montre que s'il existe un nationalisme guadeloupéen, un nationalisme martiniquais et un nationalisme guyanais, ils ont des racines, des manifestations et des discours différents.

On voit donc que, quand on les observe de loin, on peut jeter sur les DFA des regards marqués par des déformations dues à la distance.

Les regards et les représentations de l'Autre sont en effet soumis à des lois de la perspective, comme notre représentation de l'espace l'est. Tout microcosme, si hétérogène soit-il, quand il est regardé de loin, perd ses qualités d'univers (de *kosmos*) divers et complexe, pour n'être plus considéré que comme lointain et petit (le caractère *micro*.) *A fortiori* trois microcosmes distincts, si on les regarde comme voisins (ce qu'ils ne sont pas complètement, on l'a vu) perdent-ils leurs spécificités pour ne plus former qu'une notion vague : le DOM... Ne s'agit-il pas de départements français, c'est-à-dire de langue, de citoyenneté et d'institutions françaises (les départements) ? Alors que chacun de ces conflits est distinct de ceux qui se développent sur les autres DFA, alors que chaque microcosme diffère des autres, vu de Paris, on assimile allégrement les identités les unes aux autres, en confondant sous un nom de DOM-TOM les terrains les plus hétérogènes.

Pourtant, si l'on cherche des points communs, on pourrait en trouver, mais sous la forme de défis qui questionnent aussi la société métropolitaine.

Ces sociétés sont confrontées en particulier à trois défis qu'on voudrait évoquer ici.

D'une part, elles sont profondément multiethniques et multiculturelles. L'Église catholique est concurrencée par différentes sectes protestantes venues du Nord (adventistes, pentecôtistes etc.), qui servent aussi de référent identitaire en métropole, mais il existe aussi avec des minorités hindouistes ou musulmanes². Les revendications d'identités africaine, américaine, indienne, latine et antillaise se croisent et se superposent. À l'intérieur de ces microsociétés, l'identité ethnique est loin d'être unique. Pedro Ureña Rib le montre pour la Guyane. En Martinique, les identités ethniques, manières de se nommer et de nommer les autres, sont repérables tout autant dans les conversations quotidiennes que dans les conflits politiques et sociaux. Si les mulâtres jouent un rôle important dans l'administration depuis l'époque de la colonie, si les békés dominent l'économie, en particulier à travers le contrôle du commerce et du crédit, la minorité d'origine indienne d'Inde (kouli, de coolie) joue un rôle croissant et aspire à jouer un rôle politique réel. Les appels à bousculer le pouvoir de la *mulâtraille* sont fréquents. Le surnom familier du Président de Région martiniquais³ vient de son identité ethnique. C'est sur ce terrain que la télévision nord-américaine qui arrive maintenant par satellite diffuse un modèle culturel communautaire, offrant en permanence plusieurs programmes destinés aux africains américains.

Le premier des défis que ces sociétés ont à relever est celui posé par la gestion de sociétés multiculturelles, que sont les trois DFA chacun à sa manière, d'autant plus complexe que l'identité caraïbe revendiquée comme solution par certains se heurte à des obstacles géographiques (la mer et le coût des transports), politiques (la question du statut), linguistiques (quatre langues aux répartitions complexes) et économiques (présence de trois morceaux de l'union européenne dans une partie du tiers-monde).

Un second est le défi posé par les Technologies d'Information et de Communication. Si elles permettent réellement d'abolir des distances, comment sera-t-il encore possible de parler de handicap structurel, pour des sociétés qui disposent des outils budgétaires leur permettant de s'équiper massivement ? Comme ailleurs, le discours mythique qui voudrait que les TIC gommant toute différence et permettent le saut dans une société d'un autre type est largement diffusé dans les DFA. Mais les TIC permettront-elles de briser l'isolement géographique ? De créer des emplois dans ces sociétés au capital intellectuel si riche ? De répondre aux besoins d'un développement économique durable ? Quel impact social pourra-t-on mesurer ? À l'aune de quel type d'appropriation et de quels types d'usages ? Ces questions se posent en France métropolitaine, mais leur acuité est plus grande dans des départements géographiquement isolés, où le taux de chômage est insupportable et où on n'a cessé de parler de handicap structurel.

Le troisième est la question de l'espace public et de l'affirmation des identités dans cet espace public. Si l'émergence de l'espace public se pose en des termes particuliers (monopole dans la presse quotidienne, poids de la dépendance d'avec une métropole...) certaines questions sont les mêmes. Celles liées à la langue et à son enseignement, au respect des différences, aux formes du débat public en particulier.

Ces trois défis font des DFA, en dépit de leurs différences fondamentales, des laboratoires à observer pour ceux des européens qui voudraient comprendre à quels défis nos sociétés vont se voir confrontées.

NOTES

1. Ces départements sont américains mais aussi, si ce n'est plus, éloignés de l'Amérique que de la France. La Guyane n'est pratiquement accessible que par avion. Le seul moyen de rejoindre l'Amérique latine continentale depuis la Caraïbe est d'aller en une heure, de Fort de France à Caracas, (100 sièges par semaine, pour un coût comparable à celui du billet Fort de France Paris). L'Amérique du Nord est reliée par un vol quotidien pour Miami, alors que Paris est atteint par près d'une dizaine de gros porteurs tous les jours pour un prix et un temps de vol sensiblement égaux à ce que coûte le trajet Fort de France Miami.
2. En octobre 2001, des étudiants martiniquais, invités à chercher sur Internet des radios lointaines, afin d'explorer des univers sonores nouveaux, choisissent ainsi spontanément de se rendre sur des sites de radios d'Afrique de l'Est (swahili), des États-Unis (radio africaines américaines), de Colombie et d'Inde du Sud (Bombay et sa région.) Les identités africaine, latine, africaine-américaine et indienne surgissaient spontanément dans une telle activité.
3. Chabin, (chaben) mot utilisé pour désigner des blancs de peau à traits négroïdes, qui vient du nom d'un mouton. De même, le nom des câpres (fém. câpresse) vient-il de la chèvre.